

Journée de la Paix. 20 septembre.

Economie de Guerre; Economie de Paix

Bonjour à toutes et à tous,

Merci pour votre présence aujourd'hui. Je suis fier de participer à cette table ronde aux côtés de **Nadège Abomangoli**, vice-présidente de l'Assemblée Nationale.

Je commence en citant Président Macron du 11 avril 2024:

« D'abord, vous le savez, ça fait deux ans maintenant qu'on en parle. Depuis l'agression russe en Ukraine, une nouvelle étape a été déclenchée. Nous avons décidé de rentrer dans cette économie de guerre. »

À une époque où l'Union européenne, et particulièrement la France, souffrent de niveaux d'endettement élevés, bien au-delà des critères du Pacte de Stabilité, Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission Européenne et le président Macron promeuvent une « économie de guerre ».

Mais tout d'abord, permettez-moi de me présenter. Je m'appelle David Rees. J'enseigne l'économie politique internationale dans une école de commerce et je suis membre des Économistes Atterrés. Vous détecterez peut-être un léger accent : je suis gallois et je sollicite votre indulgence pour mes éventuelles erreurs, ainsi que pour le fait de lire ce texte plutôt que de m'exprimer sans notes.

En tant qu'économiste, j'éviterai une posture rhétorique ou morale sur ce sujet. Je me concentrerai sur l'analyse des conséquences économiques du passage à une économie de guerre, au détriment inévitable du contrat social français, c'est-à-dire en finançant la défense au détriment de l'éducation, de la santé et des services publics en général.

Les États membres de l'Union Européenne ont approuvé le plan de défense de la Commission européenne. Ce plan prévoit la création d'un nouvel outil visant à mobiliser 150 milliards € de prêts pour des investissements dans la défense, ainsi qu'une plus grande flexibilité budgétaire (en contournant les règles du Pacte de stabilité) pour permettre aux États membres d'augmenter leurs dépenses de défense.

La Commission a invoqué l'article 122 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne pour ce nouvel outil, permettant au Conseil d'approuver la proposition sans le consentement du Parlement européen.

Certaines parties du plan, comme la réaffectation des fonds de cohésion vers les dépenses de défense, nécessitent l'approbation à la fois des États membres de l'UE et du Parlement.

Von der Leyen a mis en avant les « effets d'entraînement positifs » pour l'économie européenne et la compétitivité. J'invite Madame Von der Leyen à suivre des cours de base de macroéconomie.

Von der Leyen a présenté un plan visant à « réarmer l'Europe », qui pourrait permettre de mobiliser 800 milliards € supplémentaires en Europe pour les dépenses militaires.

Début mars, Macron a annoncé que la France consacrerait entre 3 et 3,5 % de son PIB à l'armée, au lieu de 1,9% actuellement, et a appelé l'UE à investir 200 milliards € dans la défense commune. Cela marque un changement radical dans la rhétorique autour de la dette publique, et même un changement radical idéologique, comme cité de Nicolas Dufoucq de BPIFrance « *La dette est faite pour financer des canons ou des centrales nucléaires, pas le Doliprane de ma mère.* » D'autres suggèrent de réallouer une part significative du PIB de l'État-providence à la défense nationale.

Nous allons explorer une question essentielle : comment nos économies arbitrent entre dépenses militaires et investissements dans les services publics. J'analyserai la dynamique française et européenne, en m'appuyant sur des données chiffrées, des citations de décideurs, et des outils économiques comme le multiplicateur budgétaire. Nous verrons qu'au-delà du débat idéologique, ces choix traduisent des orientations économiques majeures qui influencent notre prospérité et notre sécurité à long terme.

Une économie de guerre est un système dans lequel une grande partie des ressources nationales — industries, main-d'œuvre, innovation — est orientée vers des objectifs militaires.

Historiquement, cela évoque des périodes comme la Seconde Guerre mondiale, quand la production civile a été massivement convertie pour soutenir l'effort de guerre. Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement d'urgences temporaires : plusieurs États européens, dont la France, développent une économie militaire permanente pour répondre à des menaces géopolitiques durables, réelles ou imaginaires.

L'Europe dépense désormais environ 343 milliards d'euros par an pour sa défense (2024), soit 1,9 % du PIB, un chiffre qui devrait atteindre 2,1 % du PIB et 381 milliards d'euros en 2025. Les investissements en équipements ont bondi de 39 % en un an, à 88 milliards d'euros.

Une augmentation des importations de l'UE en provenance des États-Unis contribue à soutenir et à accroître l'industrie de défense américaine.

Dans l'ensemble, les importations d'armes des États membres européens de l'OTAN ont plus que doublé entre 2015-2019 et 2020-2024.

De 2024 à 2025, le budget de la défense des États-Unis s'élevait à environ 895

milliards de dollars. Cela représente 15 % du budget fédéral et environ 3,2 % du PIB.

L'Union européenne et Israël

En 2023, les licences d'exportation approuvées par l'Union européenne pour les exportations d'armes vers Israël représentaient environ 948 millions d'euros.

L'Allemagne était de loin le plus grand fournisseur européen. Entre 2019 et 2022, l'Allemagne représentait environ 779 millions d'euros du total des licences de l'UE vers Israël.

En 2023, selon une source : l'Allemagne (326 millions €), la Grèce (183 millions €), la France (167 millions €) et la Roumanie (59 millions €) constituaient la majeure partie des 948 millions d'euros.

En France, en 2024, son budget défense s'est établi à 60 milliards d'euros, environ 2% du PIB. Selon la loi de programmation militaire 2024-2030, le gouvernement prévoit 413 milliards d'euros cumulés pour la période. En 2027, les dépenses atteindront environ 64 milliards d'euros, soit le double de 2017.

Ce réarmement massif intervient alors que la France applique en parallèle des mesures de réduction des dépenses publiques : environ 40 milliards d'euros de coupes annoncées pour 2025.

Ces orientations sont soutenues par un discours politique assumé :

Emmanuel Macron (allocution aux armées, 13 juillet 2025) :

« Nous consacrerons 64 milliards d'euros pour notre défense en 2027. C'est le double du budget dont les armées disposaient en 2017. »

« Les dépenses militaires sont et seront aussi source de richesse pour notre produit intérieur brut, notre économie et nos territoires. »

Ces déclarations sont critiquées par la France Insoumise.

« Derrière les grandes déclarations, la réalité est celle d'un alignement atlantiste assumé. La trajectoire budgétaire de la loi de programmation militaire suit docilement les injonctions du dirigeant américain. »

Ces propos illustrent un clivage politique : pour les uns, la défense est un investissement stratégique ; pour d'autres, elle se fait au détriment de la cohésion sociale.

Macron défend la dépense militaire comme moteur économique, mais les études montrent que le multiplicateur militaire est à peu près 0,35, c'est à dire, pour 100 Milliards € dépensés seulement 35 Milliards € entrent dans notre PIB.

En réalité, l'Union Européenne est fortement dépendant des importations : 78 % des achats d'armement post-Ukraine proviennent hors UE, dont 60 % des États-Unis. Ce n'est pas étonnant que Président Trump voudrait que l'Union Européenne augmente ses dépenses à 5% du PIB (sans oublier qu'aux Etats Unis c'est autour de 3,2%).

Les multiplicateurs montrent que le rendement économique des dépenses militaires est faible : peu d'emplois locaux, production très spécialisée et dépendance extérieure.

Les investissements sociaux, que j'appellerai 'Economie de Paix', notamment en santé, éducation et infrastructures, génèrent des multiplicateurs supérieurs à 1.

Investir dans les hopitaux et soins publics ont un Multiplicateur de 1,2. Donc 1 milliard d'euros produisent 120 Milliard€ de PIB

Un euro investi dans la santé produit près de quatre fois plus de richesse intérieure qu'un euro investi dans l'armement.

De plus, les effets indirects incluent une meilleure productivité de la population, une réduction des inégalités et une stabilité sociale accrue.

Un hôpital a besoin d'être construit – avec de la main-d'oeuvre française et la plupart de matériel français. Cet argent est au bénéfice des personnes et des entreprises qui, à leur tour, dépensent plus d'argent. C'est ceci le multiplicateur.

On peut voir, donc, que l'investissement dans les services publics est quatre fois plus bénéfique pour l'Europe que le même investissement dans la défense.

Importer des armements mène à ce que l'argent français quitte l'économie française.

Je ne cherche pas à suggérer que l'Europe ne devrait pas avoir de stratégie de défense commune — bien au contraire. Mais il s'agit d'investir dans une industrie de défense cohérente, qui ne dépende pas des États-Unis, et qui ne dépend pas des exportations. Notre production de défense actuelle est désorganisée et inefficace. Il est évident qu'une réorganisation plus intelligente de notre industrie de défense devrait s'inscrire dans une stratégie de long terme, et non dans une réaction précipitée à court terme.

Une économie de paix n'est pas une utopie. Elle repose sur :

- des investissements massifs dans la santé, l'éducation, le climat ;
- la diplomatie et la coopération internationale ;
- la réduction des dépendances stratégiques.

Il y a ceux, principalement parmi les membres du gouvernement et de la presse, qui agitent le chiffon rouge du niveau de la dette française. Ils ne mentionnent pas que cette dette a été, selon moi, intentionnelle. L'augmentation de la dette provient en grande partie de la politique fiscale menée sous Macron, qui a entraîné une

diminution des recettes de 52 milliards d'euros par an. Elle n'est pas dû à une surdépense, mais à une réduction massive des recettes fiscales. Cette dette peut alors être utilisée politiquement pour justifier une réduction des services publics. Il n'est pas nécessaire de "trouver" 40 milliards d'euros d'économies. Il suffirait simplement d'annuler les modifications fiscales mises en place par Macron pour récupérer 52 milliards d'euros supplémentaires chaque année.

Réallouer une partie du budget militaire à des infrastructures civiles créerait plus d'emplois, renforcerait la cohésion sociale et réduirait, à terme, la nécessité d'un haut niveau de militarisation.

La trajectoire budgétaire française montre un choix assumé : renforcer la défense nationale, même au prix de coupes sociales. Les données économiques indiquent pourtant que les investissements civils offrent un meilleur rendement en richesse et en sécurité sociale.

L'enjeu n'est pas de nier la nécessité militaire, mais de rééquilibrer les priorités. La véritable sécurité se construit autant par des hôpitaux, des écoles et une économie résiliente que par des chars et des avions.

Le débat reste ouvert : quelle part de notre prospérité voulons-nous investir pour dissuader, et quelle part pour construire ?

Je vous remercie de votre attention.